

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

Quimper, le 9 - SEP. 2025

Références : ENV-D- 25.402

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SE KERNEBET

19 Avenue Charles de Gaulle
08300 RETHEL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 de l'établissement SE KERNEBET implanté Kernébet 29610 PLOUIGNEAU. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SE KERNEBET
- Kernébet 29610 Plouigneau
- Code AIOT : 0005521894
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SE KERNEBET exploite à PLOUIGNEAU un parc éolien composé de 4 éoliennes d'une puissance totale de 8.2 MW. Le parc éolien dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 2020 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L.1 71-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
5	mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2	Sans objet
3	Protection des chiroptères et suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.3	Sans objet
4	servitudes aéronautiques	Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.3	Sans objet
6	accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Demande d'action corrective
7	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Registre de maintenance	AP Complémentaire du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Moyens de lutte et de prévention	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées relève les points suivants:

- la numérotation des machines n'est pas à jour avec la situation administrative du parc éolien;
- les suivis environnementaux et acoustiques sont en cours de finalisation;
- l'exploitant respecte tous les autres prescriptions contrôlées sur l'exploitation du parc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 2980
Prescription contrôlée :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	ÉOLIENNE K2 - Modèle Senvion MM82 - Hauteur totale : 100 m - Longueur des pales : 41 m - Puissance unitaire maximale : 2.05 MW	A
		ÉOLIENNE K3 - Modèle Senvion MM92 - Hauteur totale : 114 ,75 m - Longueur des pales 46.25m - Puissance unitaire maximale : 2.05 MW	
		ÉOLIENNE K4 - Modèle Senvion MM92 - Hauteur totale : 114 ,75 m - Longueur des pales : 46.25m - Puissance unitaire maximale : 2.05 MW	
		ÉOLIENNE K6 - Modèle Senvion MM92 - Hauteur totale : 114 ,75 m - Longueur des pales : 46.25m - Puissance unitaire maximale : 2.05 MW	
		Puissance totale du parc : 2.05 * 4 = 8.20 MW	

Constats :

La numérotation des éoliennes, relevée sur les installations et sur les documents de l'exploitant, ainsi que le fichier OREOL, ne respecte pas celle imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 18/01/2023.

Le site comprend 4 éoliennes dont les caractéristiques techniques respectent celles mentionnées

dans le tableau ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article II-2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2020 susvisé relatif au montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article II-1.</p> <p><u>Montant initial :</u></p> <p>Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du Code de l'environnement est calculé selon la formule suivante :</p> <p>1. $= N \times Cu$</p> <p>où</p> <ul style="list-style-type: none"> • M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ; • N est le nombre d'unités de production d'énergie (c'est-à-dire d'aérogénérateurs) ; • Cu le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-36 du Code de l'environnement. <p>1. Lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale 2 MW : $Cu = 50\ 000$</p> <p>1. lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW : $Cu = 50\ 000 + 25\ 000 \times (P-2)$, où</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur, - P est la puissance unitaire de l'aérogénérateur en MW.
<p>Soit pour le parc éolien de PLOUIGNEAU</p> <p>1. $= 3 \times [50\ 000 + 25\ 000 \times (2,2-2)] + 1 \times 50\ 000$ = 165 000 + 50 000 soit 215 000 Euros</p>
<p>L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la préfecture et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection l'acte de cautionnement solidaire de l'organisme QBE Europe. L'acte est valide du 01/08/2024 au 31/07/2027. Le montant maximum de cautionnement est de 402 410 euros. Ce montant couvre le seul parc éolien de Kernebet à PLOUIGNEAU.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des chiroptères et suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères et suivi environnemental
--

Prescription contrôlée :

II-3-I.- Protection des chiroptères /avifaune

Entre le 1er avril et le 30 octobre de chaque année :

- L'exploitant met à l'arrêt l'aérogénérateur K4 par vent de vitesse inférieure à 6m/s. Cet aérogénérateur est également mis à l'arrêt une heure avant le coucher du soleil, sans condition de température ni de pluviométrie. Il ne peut être redémarré qu'au-delà d'une heure après le lever du soleil le jour suivant.

...

- suivi environnemental de la totalité des éoliennes : le suivi environnemental, en nacelle et au sol, permettant d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs, est réalisé, dès la mise en service de la première éolienne, tous les ans pendant 3 ans. Les suivis de mortalité **et** d'activité devront être **couplés** afin de pouvoir corréler l'activité en altitude au regard des cadavres découverts. Ils devront être réalisés sur la totalité du cycle biologique des chiroptères (de mi-mars à fin octobre). En fonction des résultats de ces suivis, la fréquence pourra être revue après accord de l'inspection des installations classées. Le suivi respectera les recommandations du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur et reconnu par le ministère de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a débuté un premier suivi environnemental (SE) de septembre à octobre 2024, suite au lancement de l'exploitation du parc éolien en août 2024. Le 2^e SE a démarré dès le 01/04/2025 et doit se terminer le 30/10/2025.

Le SE de 2024 indique 2 cas de mortalité de chiroptères autour de l'éolienne K2. L'exploitant a renforcé la détection des chiroptères en installant un enregistreur supplémentaire sur l'éolienne K2 et en appliquant (en vue du SE de 2025) les mesures suivantes:

- bridage sur K4 & K2 entre le 1er avril et le 30 octobre de l'année;
- vitesse vent < 6 m/s et t° > 10°C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de transmettre, conformément à l'article susvisé, le rapport du suivi environnemental, rapidement après la fin de la campagne de 2025. Le rapport comporte notamment les conclusions, les nouvelles propositions de bridage et l'engagement de l'exploitant à appliquer le nouveau bridage, le cas échéant, après accord de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : servitudes aéronautiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, servitudes aéronautiques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Servitudes aéronautiques</u> : Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, l'exploitant procède à la mesure de l'altimétrie de chaque éolienne et à leur géolocalisation. Les résultats sont consignés dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées et à la DGAC.
Constats : <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le document transmis à la DGAC notifiant l'altimétrie et la géolocalisation de chaque éolienne construite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article II.4
Thème(s) : Risques chroniques, mesures acoustiques
Prescription contrôlée : <p>Afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, 2 campagnes de mesures de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doivent être réalisées, en période de jour et de nuit, 1 mesure en été en présence de végétation et 1 mesure en hiver en l'absence de végétation, dans un délai de 3 mois maximum après la mise en service de la première éolienne par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Cette disposition est répétée à chaque première mise en service d'un aérogénérateur.</p> <p>Après mise en fonctionnement des 4 éoliennes, les 2 campagnes de mesures décrites ci-dessus sont réalisées annuellement.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.</p> <p>Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a effectué les mesures de la période estivale en 2024 pour les 4 éoliennes. Les mesures en période hivernale ont été effectuées entre janvier et février 2025.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir le jour de l'inspection le rapport final.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, accès aux installations

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Les 4 éoliennes et le poste de transformation du parc sont fermés à clef. Des signalisations d'interdiction d'accès au personnel non autorisé sont disposées devant chaque installation et accès.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

L'intérieur des 4 éoliennes et du poste de transformation est propre. L'inspection n'a pas constaté la présence de matériaux combustibles ou inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

« L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

« L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les

opérations préventives et correctives engagées. ».
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatique consignait toutes les informations requises par l'article susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte et de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Les éoliennes et le poste de transformation disposent d'extincteurs placés à l'intérieur des installations. Ils sont appropriés aux risques à combattre (extincteurs CO ₂). Le contrôle annuel des extincteurs est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

